

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Un regard sur l'actualité

07/11/2025

Sous le prétexte d'une « solution pacifique au conflit », les États-Unis œuvrent à la division du Soudan.

La porte-parole de la Maison Blanche, Caroline Leavitt, a déclaré le 4 novembre 2025 que Washington « *coopérait avec d'autres pays afin de mettre fin au conflit au Soudan* », et que « *les États-Unis participaient activement aux efforts visant à trouver une solution pacifique au terrible conflit qui ravage le pays. Nous restons en contact régulier avec nos partenaires arabes. Nous voulons une fin pacifique à ce conflit... mais la réalité sur le terrain est très complexe.* »

Par ces propos, l'Amérique reconnaît qu'elle s'ingère dans les affaires intérieures du Soudan, qu'elle pilote elle-même le conflit et qu'elle utilise, sous le nom de « partenaires arabes », des agents entièrement soumis à elle et à l'Occident. Ce qu'elle appelle une « fin pacifique » revient en réalité à faire accepter les insurgés des Forces de soutien rapide (FSR), à valider leurs crimes, à reconnaître l'occupation d'El-Fashir et la chute du Darfour, puis à préparer la séparation du Darfour du reste du Soudan.

Le ministre soudanais de la Défense, Hassan Kabroun, a déclaré le 4 novembre 2025 : « *Nous remercions l'administration Trump pour ses efforts et ses propositions en faveur de la paix.* » Est-ce de la stupidité ou de la soumission aux mécréants coloniaux ?! Car il fait l'éloge d'une puissance coloniale qui a détruit le Soudan en attisant le conflit entre ses propres agents, Burhan et Hamdan Daglo. Il s'illusionne en croyant que ces puissances — celles-là mêmes qui ont ravagé l'Afghanistan, l'Irak et Gaza — recherchent réellement la paix, alors qu'elles ne visent qu'à faire aboutir leurs projets coloniaux.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelati, a rencontré le 3 novembre 2025 au Caire l'envoyé spécial américain pour l'Afrique, Massad Boulos. Abdelati a affirmé que « *la conjugaison des efforts pour instaurer un cessez-le-feu humanitaire et proclamer un cessez-le-feu général à travers tout le Soudan ouvrirait la voie à un processus politique global dans le pays* ». Cela montre que l'Égypte — qualifiée par Trump de « partenaire arabe » et entièrement soumise à l'Amérique — soutient en réalité le plan américain, reconnaissant de facto l'occupation d'El-Fashir par les Forces de soutien rapide (FSR) et la chute du Darfour entre leurs mains, avant de transformer cette situation en séparation du Darfour du reste du Soudan sous couvert de « processus politique ».

Comme l'a déclaré le 3 novembre 2025 le noble savant Ata Abu Rashta, émir du Hizb ut-Tahrir, dans son communiqué intitulé « *Le Soudan après la prise d'El-Fashir par les Forces de soutien rapide* » : « *Alors que le président américain Trump se vante d'être un artisan de paix et de mettre fin aux guerres, l'Amérique applique désormais son plan quasiment au grand jour, sans équivoque : elle avance rapidement pour diviser le Soudan et en détacher le Darfour, tout comme elle en a déjà séparé le Sud. Nous n'avons cessé de mettre en garde contre cela.* » Il s'adresse ensuite aux officiers conscients et courageux de l'armée,

les exhortant à se lever, à contrecarrer le plan américain, à remettre la puissance du Soudan entre des mains sincères et à soutenir le Hizb ut-Tahrir, qui appelle depuis longtemps à l'instauration de l'Islam et à l'établissement du Califat bien guidé selon la méthode prophétique, afin que du Soudan renaisse le second Califat bien guidé selon la méthode prophétique.

Ahmad al-Shara se rend aux États-Unis et proclame sa pleine allégeance.

La porte-parole de la Maison Blanche, Caroline Leavitt, a déclaré le 4 novembre 2025 que « *le président américain Trump prévoyait de rencontrer le président syrien Ahmad al-Shara à la Maison Blanche le lundi 10 novembre 2025* ».

De son côté, le ministre syrien des Affaires étrangères, Asad al-Shaybânî, a déclaré le 3 novembre 2025 : « *La Syrie cherche à établir un partenariat fort avec les États-Unis à l'occasion de la visite que le président Ahmad al-Shara effectuera à Washington ce mois-ci. De nombreux sujets seront abordés entre Damas et Washington, au premier rang desquels la levée des sanctions et l'ouverture d'une nouvelle page dans les relations entre les deux pays.* »

Il a ajouté : « *Nous avons affirmé notre attachement à l'accord de 1974, et nous restons également engagés dans la construction d'un accord qui garantira la paix et la tranquillité avec Israël. La Syrie ne souhaite pas s'engager dans une nouvelle guerre ; elle ne représente aujourd'hui une menace pour aucune partie, y compris Israël. Je pense que des discussions et des processus sont en cours pour parvenir à un accord de sécurité qui ne remettra pas en cause l'accord de 1974 et ne reconnaîtra pas davantage de nouvelle situation de fait que pourrait imposer Israël dans le Sud.* »

Tout cela montre à quel point la trahison du nouveau régime syrien dirigé par Ahmad al-Shara s'est accomplie avec une impudence et une rapidité flagrantes, sans tenir compte de quiconque, mû par le désir ardent de devenir un agent docile des États-Unis. En même temps, il rivalise dans sa course à la réconciliation avec l'entité sioniste, acceptant l'occupation du Golan et la domination sécuritaire qu'elle exerce sur le sud de la Syrie jusqu'à Damas.

Ainsi, à l'instar des autres traîtres qui ont normalisé avec l'entité sioniste et affiché leur alliance avec elle et avec l'Amérique, il s'est lui aussi enfoncé dans le marécage de la trahison et de la bassesse. Il s'imagine trouver la dignité en s'alliant avec les mécréants, mais Allah le couvrira d'humiliation ici-bas comme dans l'au-delà.

Trump menace le Nigeria sous prétexte de « protéger le christianisme »

Le 31 octobre 2025, Trump a affirmé que le christianisme faisait face à une « menace existentielle » au Nigeria. Il a déclaré que si le gouvernement nigérian continuait à « permettre » le meurtre de chrétiens, les États-Unis suspendraient toute aide à ce pays et pourraient lancer une intervention armée pour éliminer les « terroristes islamistes »

responsables de ces atrocités. Il a ajouté avoir donné pour instruction au département de la Défense de préparer une éventuelle opération militaire. « *Si nous attaquons, l'attaque sera rapide, violente et décisive, tout comme ces criminels terroristes ont pris pour cible nos chers chrétiens... Le mieux pour le gouvernement nigérian est d'agir rapidement* », a-t-il déclaré. Le 1er novembre 2025, Trump a annoncé sur la plateforme Truth Social avoir demandé au Pentagone de préparer un plan d'offensive contre le Nigeria.

Le 2 novembre 2025 au soir, Trump a répété ses accusations et ses menaces. À la question d'un journaliste de l'AFP lui demandant s'il envisageait d'envoyer des troupes terrestres ou de mener des frappes aériennes contre le Nigeria, Trump a répondu : « *C'est possible — il y a peut-être d'autres options encore. J'examine de nombreuses possibilités. Un nombre record de chrétiens sont tués au Nigeria. Beaucoup de chrétiens sont tués — nous ne le permettrons pas.* » Il a ajouté : « *À mon avis, plusieurs options sont sur la table.* »

Le président nigérian Bola Ahmed Tinubu a rejeté les accusations de Trump en déclarant : « *La liberté de religion et la tolérance ont toujours été un principe fondamental de notre identité commune, et cela restera toujours ainsi.* » (Asharq Al-Awsat, 2 novembre 2025)

Le ministre nigérian des Affaires étrangères, Yusuf Tuggar, a pour sa part déclaré lors d'une conférence de presse à Berlin : « *Il est impossible que le gouvernement nigérian soutienne, de quelque manière ou à quelque niveau que ce soit, une quelconque persécution religieuse.* » (AFP, 4 novembre 2025)

Cette menace de Trump est intervenue un jour après qu'il a inscrit le Nigeria sur la liste des « pays suscitant une préoccupation particulière ». En réalité, ce sont actuellement les conseillers britanniques qui gouvernent le Nigeria. Trump et son administration se montrent de plus en plus arrogants envers tous les pays faibles du monde, en particulier envers les pays islamiques fragmentés et soumis à l'Occident. Ils menacent aussi bien ceux qui sont liés à la Grande-Bretagne ou à la France, que ceux qui n'ont pas totalement cédé aux États-Unis ou qui ne se conforment pas pleinement à leurs exigences — même lorsqu'il s'agit de leurs propres agents. Ils inventent de fausses justifications pour intervenir, ou lâchent sur eux Israël, le chien enragé de l'Amérique, afin de les forcer à se soumettre à ses exigences.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur